

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/LE-GRAND-DANGER-Un-mois-de-guerre-en-Ukraine-I>

LE GRAND DANGER Un mois de guerre en Ukraine (I)

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : dimanche 27 mars 2022

Description :

LE GRAND DANGER. Un mois de guerre en Ukraine (I). Nous sommes au moment le plus dangereux depuis la crise des missiles de Cuba en 1962 (...) Rafael Poch de Feliu

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Nous sommes au moment le plus dangereux depuis la crise des missiles de Cuba en 1962.

[sur la couverture de {The Economist}' type="image/jpeg">](#)



La succession de « guerres justes » sur la couverture de {The Economist}

Nous avons assisté à un échange d'avertissements et de menaces nucléaires par les présidents des deux puissances qui concentrent l'essentiel de la capacité de destruction massive de la planète. Dès février, Biden a averti Poutine que s'il envahissait l'Ukraine, il risquait un conflit nucléaire. De son côté, Poutine a déclaré, après le début de l'invasion, qu'il mettait ses forces stratégiques en alerte. C'est quelque chose de sans précédent depuis 1962, lorsque le monde était au bord d'une guerre nucléaire avec Kennedy et Khrouchtchev.

Dans les années 70 et 80 également, avec les crises au Moyen-Orient et le déploiement des Euromissiles, il y a eu des tensions et des alertes nucléaires, mais jamais un niveau aussi explicite n'a été atteint. En outre, après la frayeur de 1962, les puissances ont compris l'importance de la maîtrise des armements et du désarmement et la nécessité de se doter de toute une série de normes de sécurité. Le résultat fut toute une série d'accords comme celui de non-prolifération de 1969, pour limiter la capacité de destruction massive au niveau planétaire, l'ABM de 1972 sur la défense antimissile, visant à empêcher le déploiement de nouveaux systèmes antimissiles (le bouclier), s'est soldé en déployant davantage de missiles (lances) capables de déjouer le bouclier, ou l'accord INF sur l'interdiction des armes nucléaires intermédiaires (de courte portée) signé en 1987 par Gorbatchev et Reagan. Tout ça, c'est de l'histoire ancienne.

Clinton a dissout l'agence de désarmement et de contrôle des armes dans les années 1990. Bush jr a quitté unilatéralement l'AMB. Obama a déployé des systèmes de missiles antimissiles en Roumanie et en Pologne, et Donald Trump a unilatéralement abrogé, en 2019, l'accord INF après que son responsable de la Sécurité Nationale, John Bolton, a expliqué aux Russes qu'une telle annulation n'était pas dirigée contre eux mais pour pouvoir déployer des armes nucléaires tactiques contre les Chinois en Asie de l'Est...

Dans ce monde dangereux, sans accords ni règles, le président des États-Unis a déjà traité à deux reprises de « criminel » et de « criminel de guerre » son homologue russe (qui l'est bien sûr, mais pas plus que tous les présidents des États-Unis). Un traitement que même le boucher Staline n'avait pas eu.

[y puntos de apoyo de la OTAN en Ucrania según agencia rusa' type="image/jpeg">](#)



Bases, centros de entrenamiento y puntos de apoyo de la OTAN en Ucrania según agencia rusa

Naturellement, à côté de tout cela, il y a des canaux de communication, des « téléphones rouges », entre les propriétaires du bouton nucléaire. À Washington, le Pentagone fait le bras de fer avec le Département d'État et le complexe médiatique, tous deux beaucoup plus belliqueux et irresponsables dans ce domaine. Biden se trouve au milieu de ce carrefour d'influences. Dans le feu de l'actuelle guerre, il y a une ligne directe entre les militaires du Pentagone et leurs homologues russes pour éviter des incidents et des accidents qui déclencheraient ce que personne ne souhaite en principe, mais, selon George Beebe, ancien chef du département analytique russe de la CIA, « les dangers auxquels nous sommes confrontés, sans être incontrôlables, n'ont certainement pas de précédent ».

Un mois après son commencement, la guerre a produit pour la Russie trois choses que Moscou voulait éviter : une Ukraine définitivement unie dans son sentiment anti-russe, un OTAN renforcé avec des pays neutres frappant à sa porte, et la revitalisation du leadership mondial des États-Unis. « Si la guerre conventionnelle perd toute maîtrise, l'utilisation de petites armes nucléaires ne pourrait être totalement exclue et, dans ce cas, la guerre s'étendrait à l'ensemble de l'Europe », prévient le directeur de l'Institut d'études mondiales de l'Université de Shenzhen, Zheng Yongnian.

« La question est la suivante : les actuels dirigeants européens - c'est à dire le groupe de politiciens le plus médiocre en terme de stratégie depuis 1945 qui est aujourd'hui aux commandes de l'Union Européenne- sont-ils vraiment conscients de la réelle gravité que renferme cette funeste crise ? Les signaux sur cette question ne sont pas vraiment concluants ».

Il est vrai que l'OTAN et Biden lui-même ont répété qu'ils n'interviendraient pas militairement directement en Ukraine, mais l'odeur du sang de l'ours sur le champ de bataille attire le requin et la tentation pourrait devenir irrésistible. La semaine dernière, le ministre estonien de la défense, Kalle Laanet, a insisté sur l'opportunité de créer une « zone d'exclusion aérienne » de l'OTAN, ce qui mettrait inévitablement en contact l'aviation russe avec celle des États-Unis et de l'OTAN, et dont la mise en oeuvre entraînerait logiquement la destruction préventive des systèmes de défense aérienne russes, des bases aériennes, etc., raisons pour lesquelles l'OTAN rejette pour le moment ce scénario. Le Premier ministre polonais Mateusz Morawiecki et son second, Jarosław Kaczyński, sont allés plus loin en proposant l'envoi en Ukraine d'une « force de paix » de l'OTAN avec des troupes polonaises prenant sous leur contrôle l'Ukraine occidentale, qui appartenait en grande partie à la Pologne dans le passé, y compris la ville de Lviv,

LE GRAND DANGER Un mois de guerre en Ukraine (I)

Lemberg ou Leopoldis, selon les différentes dénominations). Alors que ces projets font partie du débat, l'OTAN a lancé de grandes manœuvres militaires dans l'Arctique qui obligent la Russie à monter la garde dans son espace nord et à diviser ses ressources.



La situation militaire au 15 mars

Le Kremlin a commencé cette invasion par la célèbre maxime napoléonienne sur « On s'engage et puis on voit » (on s'engage dans la bataille puis on se décide sur la route). Poutine lui-même a déclaré publiquement en février que son « opération militaire spéciale » agirait « selon les circonstances » (« ?>1AB>OB5;LAB20< »). L'impression est qu'ils s'attendaient à ce que l'armée régulière ukrainienne s'écroule, que les troupes les plus irréductibles et nationalistes détachées devant le Donbass et à Marioupol, porte pour la connexion territoriale avec la Crimée, seraient anéanties, et que dans l'Est et le Sud du pays il n'y aurait pas de grande résistance populaire. Avec le gouvernement de Kiev en fuite et le sud-est contrôlé, une Ukraine non hostile à l'Est de la ligne du Dniepr pourrait se former avec un gouvernement fantoche favorable à Moscou et reléguant et concentrant l'« Ukraine hostile » à la région occidentale où un état satellite de l'OTAN et fortement anti-russe serait mis en place.

L'impression est que l'évolution du conflit a imposé des scénarios beaucoup plus modestes à Moscou, qui se concrétiseront à mesure que les choses évolueront sur le champ de bataille. Mais comment évoluent-ils ? C'est difficile à dire parce que le combat de propagande est très intense. Selon des sources militaires US, pendant la deuxième guerre du Golfe, les Etasuniens ont mis un mois pour arriver à Bagdad et, la première journée de la guerre, ils ont lâché plus de bombes et de missiles que les Russes n'en ont lâchés jusqu'à maintenant pendant leur campagne. Quoi qu'il en soit, à Moscou, il semble que l'on continue à penser à une partition du pays. « Nous aurons pour longtemps deux Ukrainiennes », disait le 15 mars Konstantin Zatulin, vice-président de la Douma pour les affaires de l'environnement post-soviétique. « Ce n'est qu'avec une victoire qu'il y aura de la place pour la diplomatie, sans laquelle nous serons confrontés aux pires conséquences en tant que peuple et État », a-t-il dit.

Au delà et au prix des souffrances de la population ukrainienne, de la mortalité, de la destruction des bâtiments civils et de l'exode, la guerre est déterminée par les objectifs de chacune des grandes puissances en conflit. Ces objectifs sont définis par le politologue moscovite Dmitri Trenin : « Pour l'Occident dirigé par Washington, l'objectif principal n'est pas seulement de changer le régime politique en Russie, mais aussi d'éliminer la Russie en tant qu'entité indépendante sur la scène mondiale, et idéalement de la mettre dans des conflits internes. Pour la Russie, l'objectif principal est de s'établir comme un pays autonome et indépendant de l'Occident en termes économiques, financiers et technologiques, et de s'affirmer comme une grande puissance et un des centres du monde multipolaire émergent. Ces objectifs ne laissent pas de place à un engagement stratégique », dit-il. Et c'est là que réside le danger.

Rafael Poch de Feliu* pour son [Blog personnel](#)

[Rafael Poch de Feliu](#). Catalunya, le 25 mars 2022

* **Rafael Poch de Feliu** a été durant plus de vingt ans correspondant de « *La Vanguardia* » à Moscou à Pékin et à Paris. Avant il a étudié l'Histoire contemporaine à Barcelone et à Berlin-Ouest, il a été correspondant en Espagne du « *Die Tageszeitung* », rédacteur de l'agence allemande de presse « *DPA* » à Hambourg et correspondant itinérant en Europe de l'Est (1983 à 1987). [Blog personnel](#). Auteur de : « La Gran Transición. Rusia 1985-2002 » ; « [La quinta Alemania](#). Un modelo hacia el fracaso europeo » y de « [Entender la Rusia de Putin](#). De la humiliación al restablecimiento ». **Blogs** : [Diario de París](#) ; [Diario de Berlín \(2008-2014\)](#) ; [Diario de Pekín \(2002-2008\)](#) ; [Diario de Moscú \(2000-2002\)](#) ; [Cuaderno Mongol](#)

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 30 mars 2022.

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org

Post-scriptum :

Paris